

OMNISPORTS | Paris 2024 accompagne des associations et des clubs pour développer des projets en lien avec le sport. À Villeneuve-la-Garenne, 24 collégiens des classes Ulis apprennent à s'ouvrir aux autres grâce au judo.

L'inclusion, l'autre cible olympique

SANDRINE LEFÈVRE

LUNDI MATIN, sur les tatamis du Dojo de Villeneuve-la-Garenne, Léa, Brahim et Richékalens s'échauffent en faisant le serpent. Pour ces 24 collégiens des classes Ulis – les unités localisées d'inclusion scolaires réservées aux enfants en situation de handicap – des collèges Monet et Pampidou, le rituel est le même chaque début de semaine. Après avoir enfilé leur kimono et leur ceinture blanche, ils suivent les conseils de Frédéric Lin, leur professeur de judo. Le projet a été initié par Kevin Lelorieux, responsable de la classe Ulis de Pampidou et lui-même judoka.

Un cycle de douze cours était prévu, le programme Impact 2024 – qui permet à des associations et des territoires de monter des projets en lien avec le sport – a offert un coup de pouce financier inespéré. « On a pu acheter des kimonos et du matériel, et surtout les enfants vont avoir des cours toute l'année. Sans Impact 2024, les collégiens n'auraient pas eu le budget suffisant », assure Pascal Crenn, le directeur du club omnisports de Villeneuve-la-Garenne. Alexis, collégien, en 5^e, avoue « aimer les combats ». « Je pense que je progresse », ose-t-il.

« Le judo l'a débloqué »

Inhibés, les jeunes s'ouvrent peu à peu grâce au judo. « Au début de l'année, certains enfants avaient une appréhension, désormais ils viennent vers nous. La finalité est qu'ils se sentent évoluer dans leur activité », résume Frédéric le professeur. Djamila Hammoumi, la référente de la classe Ulis du collège Monet, n'hésite pas à monter sur le tatami pour faire le lien entre les élèves. Elle s'avoue émue par la progression de ses douze protégés, âgés de 11 à 14 ans.

« Ils sont en réussite et ça leur renvoie une belle image



On ne peut pas organiser les Jeux sans que cela ne soit utile

LE COMITÉ D'ORGANISATION PARIS 2024



Grâce au programme Impact 2024, des collégiens en situation de handicap de Villeneuve-la-Garenne, ici réunis ici sur le tatami aux côtés de leurs éducateurs, vont avoir des cours de judo toute l'année.

d'eux-mêmes, souligne-t-elle. En septembre, Dorian ne répondait que par oui ou non lorsque je le sollicitais. Le judo l'a débloqué. Après un cours, pour la première fois, il s'est adressé à moi en disant : *Madame, j'ai réussi à faire ça.* Même réussite chez cet enfant longtemps agressif envers ses camarades et qui, en apprenant à « combattre ensemble », a compris qu'il pouvait leur faire confiance.

« Ces jeunes souffrent d'un handicap cognitif, un handicap qui ne se voit pas, j'ai envie que les Jeux à Paris et que les projets qui sont développés leur permettent d'être visibles », pointe Kevin Lelorieux, qui aimerait aussi que les enfants s'installent dans les tribunes durant l'été 2024.

5,8 millions d'euros investis cette année

Des projets comme celui-ci, qui vise à l'inclusion par le sport, Paris 2024, via Impact 2024, en accompagne financièrement 350 partout en France. Rue de Clignancourt, dans le XVIII^e arrondissement, Famosport développe et facilite l'accès au sport pour les femmes et les jeunes filles. Plusieurs fois par semaine, elles sont une quinzaine à suivre des cours de yoga ou de fitness. L'association partageant ses bureaux avec Gribouilli, qui regroupe des nounous, les

mères ont la possibilité de faire garder leurs enfants. « On avait interrogé des femmes du quartier, plus de la moitié avait envie de faire du sport, mais elles ne le faisaient pas faute de moyens financiers, de temps ou parce que ce n'était pas facile de faire garder les enfants », résume Marion Choueib, ancienne volleyeuse et fondatrice de Famosport, une association qui espère développer ses actions dans la capitale, notamment porte de la Villette (XIX^e). Les femmes, âgées de 25 à 55 ans, peuvent faire du sport sans « la peur du regard des autres », échangent sur différents thèmes et tissent des liens sociaux.

Alors que Famosport est soutenu depuis 2020, Impact 2024 vient de lancer un nouvel appel à projets, avec une enveloppe à distribuer de 5,8 millions d'euros, soit 1 million d'euros supplémentaire par rapport à l'an passé. « Les Français sont exigeants, on ne peut pas organiser les Jeux sans que cela ne soit utile, estime-t-on à Paris 2024. Il est important que ces projets grandissent et qu'ils trouvent leur place car ils répondent à des enjeux de société. » Une plate-forme* où les clubs et associations peuvent présenter leurs projets est ouverte jusqu'au 6 mai. ■

*aap-impact.paris2024.org/fr

INTERVIEW | « Pour les projets locaux, nous donnons entre 10 000 et 30 000 € »

MARIE BARSACQ, DIRECTRICE DE L'IMPACT ET L'HÉRITAGE AU COMITÉ D'ORGANISATION PARIS 2024

ALORS QUE 4,7 millions d'euros (M€) avaient été distribués l'an passé à de nombreuses associations et clubs développant des projets autour de l'impact social du sport, un nouvel appel à projets est en cours jusqu'au 6 mai avec à la clé 5,8 M€. Marie Barsacq, directrice de l'impact et l'héritage au comité d'organisation des Jeux 2024, nous explique « qu'au-delà du financement », sa structure apporte « de l'expertise et de l'accompagnement ».

Quels types de projets peuvent être financés par Impact 2024 ?

MARIE BARSACQ. L'objectif du fonds de dotation est de montrer que le sport est une réponse à un enjeu de société, pour peu qu'on investisse et qu'on accompagne. Les structures associatives. Les projets peuvent donc être tournés vers la pratique sportive, car l'un des grands objectifs de Paris 2024 est de faire bouger les Français, mais pas uniquement. Le sport et l'éduca-

tion, le sport et l'engagement, le sport et la citoyenneté, le sport et l'inclusion sont autant de domaines possibles.

Qui finance cet appel à projet ?

Cette année, l'enveloppe est de 5,8 M€, ce qui fait d'Impact 2024 le plus gros appel à projet en cours en France. Paris 2024 contribue à hauteur de 2 M€ par an, et notre logique est de fédérer les acteurs : l'agence nationale du sport, le comité national olympique, le comité paralympique et cette année, la ville de Paris, la métropole du Grand Paris, le département de la Seine-Saint-Denis. La Française des jeux abonde également la thématique de la pratique des femmes. Le Cojo disparaissant au lendemain des Jeux de 2024, notre volonté est que les acteurs qui cofinancent aujourd'hui poursuivent leurs actions.

Quelles sommes d'argent peuvent espérer toucher les associations ?

Pour les projets locaux, nous donnons entre 10 000 et 30 000 €. Ceux d'envergures régionales ont entre 30 000 et 100 000 €. Et des enveloppes entre 100 000 et 200 000 € sont attribuées aux projets qui ont vocation à se déployer sur plusieurs territoires. Nous avons aussi le souhait d'apporter un financement dans le temps. Ainsi, nous continuons à accompagner certains projets que nous avons financé en 2020, afin de les aider à grandir et qu'ils bénéficient à un plus grand nombre d'adhérents, sur un territoire plus étendu.

Est-ce facile de convaincre des partenaires privés de s'engager sur cette voie ?

Oui. Les entreprises cherchent un sens à leurs investissements. Changer le regard sur le handicap, donner accès à la pratique sportive à des réfugiés, utiliser le sport pour insérer professionnellement un public éloigné de l'emploi, ça leur parle. ■ PROPOS RECUEILLIS PAR S.L.